



Déclaration du Secrétariat de la Femme, de la LIT-QI

Massacre au Pinheirinho : un parti de la droite traditionnelle abandonne des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants dans des conditions inhumaines.

Dilma : vous devez exproprier le terrain et le donner aux familles de Pinheirinho. Dans un pays gouverné par une femme, cela ne peut pas continuer ainsi.

Le Secrétariat de la Femme, de la LIT (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale), dénonce ici énergiquement l'expulsion du Pinheirinho à São Jose dos Campos (São Paulo) et la brutalité avec laquelle la police a agi contre les 6 000 personnes vivant sur le lieu, tous des travailleurs, des enfants et des personnes âgées.

Geraldo Alkmin, le gouverneur de São Paulo, et Eduardo Cury, le maire de São José dos Campos, ont démontré dans cet épisode la totale indifférence du Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (PSDB) devant les pauvres. Ils veulent criminaliser la pauvreté et la lutte des sans-abri. Nous sommes particulièrement indignées de la présence d'une femme, la juge Marcia Loureiro, parmi les principaux acteurs de cette agression perpétrée contre la classe ouvrière et les pauvres. Cette juge devait signer l'ordonnance de restitution de la propriété et l'expulsion des résidents. Totalement insensible à ce qui devait certainement arriver à ces familles avec de jeunes enfants, dont de nombreux bébés, jetés dans la rue sans aucun abri, elle n'a pas hésité à faire exécuter l'ordonnance d'expulsion.

Les mains de cette femme n'ont pas tremblé au moment de signer un ordre si odieux, même en sachant que cela pourrait signifier une souffrance intense pour beaucoup de gens, y compris la mort d'adultes et de mineurs, dont le seul « crime » était de construire un village sur un terrain vague pour avoir un toit sur la tête, ce qui est un élément de premier ordre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, signée par le gouvernement et la magistrature brésilienne et que ceux-ci disent défendre scrupuleusement.

La Présidente Dilma Rousseff vient de déclarer, lors du Forum social mondial de Porto Alegre, que ce qui s'est passé au Pinheirinho était barbare. Puis elle a dit qu'elle ne peut rien faire, alors que le gouvernement fédéral dispose de toutes les conditions pour dicter les mesures nécessaires pour résoudre le cas. L'expropriation de ces terres est une obligation politique d'un gouvernement qui a été élu avec les voix des pauvres de ce pays.

Dans un pays gouverné par une femme, nous ne pouvons pas admettre que des femmes enceintes, des mères avec des bébés, des femmes âgées, sont expulsées de leurs maisons, vivent dans la rue, sans abri et sans nourriture, comme cela se passe au Pinheirinho.

Les promesses de mettre fin à la pauvreté et à la misère doivent se traduire en actes en ce moment. Dilma peut faire beaucoup plus que ce qu'elle a fait jusqu'à maintenant. Etant la plus haute instance de la nation, elle peut et doit résoudre ce problème.

Nous manifestons ici notre protestation la plus véhémement contre le gouvernement du PSDB et la juge Marcia Loureiro. C'est la manifestation la plus claire qu'il n'y a pas de fraternité de femmes. La seule fraternité qui existe vraiment, c'est la fraternité de classe qui unit les hommes et les femmes dans la lutte contre les oppresseurs et les exploités ; c'est la seule fraternité dans laquelle nous pouvons avoir confiance, lors d'un massacre, pour aider les familles qui sont maintenant abandonnées à leur sort. La classe ouvrière, nationale et internationale, avec ses femmes courageuses en première ligne, doit prendre cette tâche en mains !

**Vive les femmes de Pinheirinho !
Vive l'unité entre les hommes et les femmes
de la classe ouvrière et du peuple pauvre !
Un logement décent pour tous, maintenant !**

